

MM. Malvesin-Fabre, à Bordeaux, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1950.  
 Bouchard, à Dijon, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1950.  
 Doucet, à Dijon, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1950.  
 Mentzer, à Lyon, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1950.  
 Rabinovitch, à Montpellier, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1949.  
 Besson, à Nancy, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1949.  
 Faivre, à Nancy, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1950.  
 Germain, à Poitiers, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1949.  
 Benoît (Henri), à Strasbourg, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1950.  
 Cuer, à Strasbourg, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1949.  
 M<sup>lles</sup> Gillet, à Strasbourg, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1950.  
 Gagneu, à Strasbourg, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1950.  
 MM. Margulis, à Toulouse, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1950.  
 Rivals, à Toulouse, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1950.

Les intéressés sont rangés, aux dates ci-dessus indiquées, dans la 3<sup>e</sup> classe des maîtres de conférences des facultés des universités des départements, sans ancienneté, à l'exception des maîtres de conférences dont les noms suivent, qui doivent être classés ainsi, compte tenu de leurs services militaires :

MM. Lucas, à Alger, 3<sup>e</sup> classe, ancienneté 11 mois.  
 Cotton, à Marseille, 3<sup>e</sup> classe, ancienneté 10 mois.  
 Bouchard, à Dijon, 2<sup>e</sup> classe, ancienneté 2 mois.  
 Mentzer, à Lyon, 3<sup>e</sup> classe, ancienneté 2 ans.  
 Rabinovitch, à Montpellier, 3<sup>e</sup> classe, ancienneté 1 an 10 mois.  
 Besson, à Nancy, 3<sup>e</sup> classe, ancienneté 8 mois.  
 Faivre, à Nancy, 2<sup>e</sup> classe, ancienneté 7 mois.  
 Cuer, à Strasbourg, 3<sup>e</sup> classe, ancienneté 10 mois.

#### Liste complémentaire d'aptitude à l'enseignement supérieur (facultés de pharmacie).

Par arrêté du 7 avril 1952, la liste d'aptitude à l'enseignement supérieur prévue par l'article 2 du décret du 14 mars 1946 est complétée ainsi qu'il suit pour les facultés de pharmacie :

##### Sciences physicochimiques.

MM. Bernanose, Bloch, Damiens, Ebel, Gesteau, Girard, Osteux, Racine, Renault, Schreiber, Soleil, Vanhems.

##### Sciences naturelles.

MM. Deysson, German, Girard, Goris, Guérin, Herlemont, Piette.

##### Sciences appliquées.

MM. Ebel, Quevaullier, Renault.

Le présent arrêté prendra effet du 1<sup>er</sup> janvier 1952.

### ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

#### Conditions du concours de recrutement des inspecteurs de la jeunesse et des sports.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

Vu le décret n° 51-837 du 3 juillet 1951 relatif au recrutement et à la titularisation des inspecteurs de la jeunesse et des sports;  
 Vu le décret du 20 mars 1952 portant délégation d'attribution,

##### Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les conditions du concours pour l'obtention du certificat d'aptitude à l'inspection de la jeunesse et des sports sont les suivantes :

##### Admission à concourir.

Pour être admis à concourir, les candidats doivent remplir :

Les conditions d'aptitude exigées par les textes en vigueur en ce qui concerne l'accès à la fonction publique;  
 Les conditions particulières fixées par le décret du 3 juillet 1951 susvisé.

Le ministre de l'éducation nationale arrête la liste des candidats admis à concourir.

##### Organisation du concours.

La date de la session est fixée par arrêté ministériel. Les inscriptions sont reçues aux services académiques de la jeunesse et des sports; le registre des inscriptions est clos deux mois avant la date d'ouverture de la session.

Le président du jury est nommé par le ministre sur proposition du directeur général de la jeunesse et des sports. Il propose la liste des membres du jury, qui sont désignés par arrêté et comprennent au minimum :

Un représentant de l'administration centrale (sous-directeur ou chef de bureau);  
 Un inspecteur général de l'instruction publique;  
 Deux inspecteurs généraux de la jeunesse et des sports;  
 Un inspecteur principal de la jeunesse et des sports;  
 Un inspecteur d'académie;  
 Deux inspecteurs de la jeunesse et des sports en exercice dans les services départementaux;  
 Un représentant des inspecteurs de la jeunesse et des sports, désigné par ses collègues pour figurer dans les organismes paritaires (à titre consultatif).

##### Nature et lieu des épreuves.

Le concours se compose de trois séries d'épreuves :

Epreuves écrites (éliminatoires);  
 Epreuves pratiques;  
 Epreuves orales

##### Epreuves écrites.

Les épreuves écrites ont lieu au chef-lieu d'académie, ou dans un centre désigné par le ministre, sous la surveillance du recteur ou de son délégué.

Elles comprennent :

1<sup>o</sup> Une composition sur un sujet commun permettant d'apprécier la culture générale du candidat. Durée : quatre heures; coefficient : 3;  
 2<sup>o</sup> Une composition choisie par le candidat parmi deux sujets se rapportant, l'un à l'éducation physique et aux activités sportives, l'autre à la culture populaire, aux colonies de vacances et plein air. Durée : quatre heures; coefficient : 3.

La note 0 à l'une quelconque des épreuves est éliminatoire. Toute note égale ou inférieure à 5/20 est éliminatoire si elle est maintenue après délibération du jury en séance plénière.

Le jury arrête la liste des candidats admis à subir les épreuves pratiques et les épreuves orales.

##### Epreuves pratiques.

Les épreuves pratiques ont lieu à l'échelon national. Elles comprennent :

1<sup>o</sup> Visite d'un établissement scolaire au point de vue de l'installation matérielle et de l'organisation pédagogique, en ce qui concerne l'éducation physique et sportive;  
 Présentation d'une leçon d'éducation physique et examen critique d'une leçon présentée par un candidat au présent concours.

Le candidat rédige de cette visite et de cet examen un compte rendu qu'il commente devant le jury (la rédaction du compte rendu et sa présentation orale ne devront pas dépasser une demi-heure au total). Coefficient : 4 (1 pour la visite, 1 pour l'examen, 2 pour la présentation);

2<sup>o</sup> Visite, autant que possible pendant leur utilisation ou leur fonctionnement, soit d'une installation sportive (stade, gymnase, piscine, etc.), soit d'une colonie de vacances, maison de jeunes, auberge de jeunesse, etc. Le candidat rédige de cette visite un compte rendu qu'il commente devant le jury. Durée : une heure au maximum; coefficient : 3;

3<sup>o</sup> Etude d'un programme d'équipement ou d'aménagement d'une installation affectée aux activités d'éducation physique ou de sport ou de jeunesse ou d'éducation populaire. Durée : 1 heure; coefficient : 2.

##### Epreuves orales.

Elles sont subies à l'échelon national. Elles comprennent :

1<sup>o</sup> Un exposé d'environ dix minutes, après préparation d'une heure, concernant l'organisation générale du ministère de l'éducation nationale et, notamment, de la direction générale de la jeunesse et des sports et des organismes contrôlés ou agréés par elle; cet exposé sera suivi d'un entretien entre le jury et le candidat. Coefficient : 4;

2<sup>o</sup> Une interrogation sur les principes du droit administratif et de la législation financière et sur la législation générale de l'enseignement et de la jeunesse et des sports. Coefficient : 3.

Les indications concernant ces épreuves et leur programme figurent dans l'instruction annexée au présent arrêté.

Le classement est établi d'après l'ensemble des notes obtenues aux trois séries d'épreuves. Le jury établit la liste des candidats qu'il propose pour l'admission définitive en tenant compte du nombre d'emplois à pourvoir. Il établit également une liste complémentaire.

Le ministre arrête la liste, par ordre de mérite, des candidats admis. Il leur confère le certificat d'aptitude à l'inspection de la jeunesse et des sports.

Art. 2. — Tout candidat doit faire connaître, dans un délai de cinq jours, s'il accepte l'affectation qui lui a été assignée à l'issue du concours.

Le refus successif de deux postes entraîne la renonciation au bénéfice du concours de recrutement; l'emploi ainsi rendu libre est alors offert au candidat figurant en premier sur la liste complémentaire.

Art. 3. — A l'issue du stage fixé par le décret du 3 juillet 1951, les intéressés seront, sur proposition de la commission administrative paritaire compétente, après avis du recteur et de l'inspection générale, soit titularisés dans leurs fonctions, soit reversés dans leur emploi antérieur, soit rayés des cadres.

Art. 4. — Le directeur général de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et dont les dispositions ne sont valables que pour la session 1952.

Fait à Paris, le 16 avril 1952.

*Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique,  
à la jeunesse et aux sports,*  
JEAN MASSON.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,  
chargé de la fonction publique,*  
GUY PETIT.

#### Résultats du concours de recrutement de professeurs techniques adjoints de cuisine.

Par arrêté du 5 avril 1952, à la suite d'un concours ouvert à Paris, le 13 mars 1952, afin de recruter deux professeurs techniques adjoints de cuisine, l'un pour l'école hôtelière, 20, rue Médéric, Paris (17<sup>e</sup>), l'autre pour l'école hôtelière, 14, rue de Lucerne, Strasbourg, les candidats dont les noms suivent, ont été déclarés aptes à ces fonctions (liste par ordre de mérite) :

MM. Lamarche (René).  
Mallern (Robert).

### MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Ouverture, en 1952, de cinq concours pour le recrutement de personnels techniques de la navigation aérienne et des télécommunications aériennes.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et le secrétaire d'Etat à la fonction publique,

Sur la proposition du secrétaire général à l'aviation civile et commerciale,

Vu le décret n° 48-970 du 7 juin 1948 relatif aux statuts particuliers des personnels chargés de l'exploitation des aéroports, de la circulation aérienne et des télécommunications aériennes au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme (secrétariat général à l'aviation civile et commerciale) ;

Vu le décret n° 48-1016 du 16 juin 1948 fixant les cadres des personnels susvisés ;

Vu le décret n° 49-50 du 11 janvier 1949 relatif au reclassement des fonctionnaires de l'Etat dégaugés des cadres en exécution de la loi n° 47-1630 du 5 septembre 1947, modifiée,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Des concours sont ouverts en 1952 pour le recrutement :

1<sup>o</sup> De trois ingénieurs élèves de la navigation aérienne dans les conditions fixées à l'article 10 (§ 2) du décret n° 48-970 du 7 juin 1948 ; les épreuves écrites de concours commenceront le 1<sup>er</sup> septembre 1952 ;

2<sup>o</sup> De quatre élèves ingénieurs d'exploitation de la navigation aérienne dans les conditions fixées à l'article 27 (§ 1<sup>er</sup>) du décret n° 48-970 du 7 juin 1948 ; les épreuves écrites de ce concours commenceront le 4 septembre 1952 ;

3<sup>o</sup> De deux élèves ingénieurs des travaux des télécommunications aériennes dans les conditions fixées à l'article 68 (§ 1<sup>er</sup>) du décret n° 48-970 du 7 juin 1948 ; les épreuves écrites de ce concours commenceront le 4 septembre 1952 ;

4<sup>o</sup> De trente et un contrôleurs stagiaires de la navigation aérienne dans les conditions fixées par l'article 43 (§ 4<sup>er</sup>) du décret n° 48-970 du 7 juin 1948 ; les épreuves écrites de ce concours commenceront le 1<sup>er</sup> septembre 1952 ;

5<sup>o</sup> De huit contrôleurs stagiaires des télécommunications aériennes dans les conditions fixées par l'article 80 du décret n° 48-970 du 7 juin 1948 ; les épreuves écrites de ce concours commenceront le 2 septembre 1952.

Art. 2. — En application du décret n° 49-50 du 11 janvier 1949 susvisé, pourront être attribués aux fonctionnaires dégaugés des cadres autrement que sur leur demande en exécution de la loi n° 47-1630 du 5 septembre 1947 :

Un emploi d'ingénieur élève de la navigation aérienne ;

Un emploi d'élève ingénieur d'exploitation de la navigation aérienne ;

Quatre emplois de contrôleurs stagiaires de la navigation aérienne ;

Un emploi de contrôleur stagiaire des télécommunications aériennes.

Les candidats à ces différents emplois devront remplir les mêmes conditions d'âge que celles fixées par le décret n° 48-970 du 7 juin 1948 pour l'accès au concours. Ils subiront, à titre d'examen professionnel, les mêmes épreuves que les candidats aux concours normaux.

Au cours d'une période d'essai fixée à un an, les candidats présentés par le ministère du travail et de la sécurité sociale effectueront un stage à l'école nationale de l'aviation civile. En cas d'insuffisance professionnelle, ils seront remis en cours de stage à la disposition du centre de réemploi.

Art. 3. — Le secrétaire général à l'aviation civile et commerciale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 16 avril 1952.

*Le ministre des travaux publics, des transports  
et du tourisme,*  
ANDRÉ MORICE.

Pour le secrétaire d'Etat à la fonction publique  
et par délégation :

*Le directeur du cabinet,*  
GEORGES LAPEYRE.

#### Nombre de places réservées aux candidats des concours spéciaux prévus par le décret n° 48-970 du 7 juin 1948.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et le secrétaire d'Etat à la fonction publique,

Sur la proposition du secrétaire général à l'aviation civile et commerciale,

Vu le décret n° 48-970 du 7 juin 1948 relatif aux statuts particuliers des personnels chargés de l'exploitation des aéroports, de la circulation aérienne et des télécommunications aériennes au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme (secrétariat général à l'aviation civile et commerciale) ;

Vu le décret n° 48-1016 du 16 juin 1948 fixant les cadres des personnels susvisés,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — En exécution des décrets susvisés, le nombre de places mises aux concours spéciaux prévus par le décret n° 48-970 du 7 juin 1948 est fixé ainsi qu'il suit :

Trois aux candidats qui font l'objet des dispositions de l'article 10 (§ 3<sup>o</sup>) ;

Huit aux candidats qui font l'objet des dispositions de l'article 27 (§ 2<sup>o</sup>) ;

Trois aux candidats qui font l'objet des dispositions de l'article 68 (§ 2<sup>o</sup>) ;

Les épreuves de ce concours commenceront le 16 juin 1952.

Trente-deux aux candidats qui font l'objet des dispositions de l'article 43 (§ 2<sup>o</sup>) ;

Les épreuves de ce concours commenceront le 16 juillet 1952.

Art. 2. — Les dispositions des articles 40, 77, 53 et 89 du décret du 7 juin 1948 sont applicables aux concours prévus par les articles 27 (2<sup>o</sup>), 68 (2<sup>o</sup>) et 43 (2<sup>o</sup>).

Art. 3. — Le secrétaire général à l'aviation civile et commerciale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 16 avril 1952.

*Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,  
Pour le ministre et par délégation :*

*Le directeur du cabinet,*  
JEAN BOUCOIRAN.

Pour le secrétaire d'Etat à la fonction publique  
et par délégation :

*Le directeur du cabinet,*  
GEORGES LAPEYRE.

### MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

#### Prime de programme dans les mines de fer de l'Est.

Rectificatif au *Journal officiel* du 8 avril 1952, page 3095, 1<sup>re</sup> colonne, 11<sup>e</sup> ligne :

Au lieu de :

$$p = 7 + 6 \frac{1}{R + P + 2P_0} - \frac{1}{R_0 + P_0}$$

Lire :

$$p = 7 + 6 \left[ \frac{1}{R + \frac{P + 2P_0}{3}} - \frac{1}{R_0 - P_0} \right]$$